

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRESS/341  
13 mai 2003

(03-2536)

## COHÉRENCE

**MM. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Horst Köhler, Directeur général du Fonds monétaire international, et James Wolfensohn, Président du Groupe de la Banque mondiale, ont fait la déclaration suivante à l'occasion de la réunion du Conseil général de l'OMC sur la cohérence, tenue à Genève le 13 mai 2003**

1. En ce moment crucial, il est plus important que jamais de s'engager politiquement en faveur du multilatéralisme dans l'élaboration des politiques économiques afin de permettre à tous les pays de profiter de la prospérité offerte par la mondialisation et de faire en sorte qu'un monde plus prospère et plus équitable devienne aussi un monde plus stable et plus sûr.

2. Ces toutes dernières années, les gouvernements sont convenus d'initiatives ambitieuses en faveur du développement, telles que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), les objectifs de développement pour le millénaire, le Programme de Doha pour le développement et le Consensus de Monterrey sur le financement du développement. L'ambition est proportionnée à l'ampleur des défis auxquels le monde doit faire face dans chacun de ces domaines. Il est exclu que nous réduisions nos aspirations dans l'un quelconque de ces domaines. Aucun de ces objectifs ne peut d'ailleurs être atteint isolément car l'absence de progrès dans un domaine rend beaucoup plus difficiles les progrès dans les autres domaines. Il est indispensable de reconnaître que les politiques promues par les gouvernements dans le cadre de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale sont liées entre elles pour que le monde parvienne à une croissance économique soutenue, au développement durable, à la réduction de la pauvreté et à la stabilité financière.

3. Les intérêts économiques des pays en développement sont au cœur du Cycle de Doha. C'est pourquoi nous sommes vivement préoccupés par les retards pris dans les négociations de Doha sur l'accès aux marchés. Les promesses d'action ne sont plus suffisantes. Nous exhortons les chefs de gouvernement du prochain G-8 à donner les orientations politiques nécessaires pour permettre aux négociations commerciales de progresser encore avant la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Cancún en septembre. Les responsables politiques au sein du G-8 doivent apprécier pleinement la valeur de la libéralisation du commerce mondial, particulièrement dans le secteur agricole, qui revêt une importance déterminante pour le développement. Le commerce est vital non seulement en raison des avantages directs qu'il procure, mais aussi parce qu'il accroît les apports de ressources en matière de financement et d'investissement réel aux pays en développement, ce qui génère une croissance du revenu et de nouvelles possibilités d'emploi qui aident les gens à sortir de la pauvreté et contribuent à rendre les économies plus résistantes

aux chocs. Des mesures audacieuses prises dès maintenant pour renforcer les facteurs fondamentaux de la croissance à long terme au moyen d'un commerce plus libre redonneront confiance et aideront à consolider la reprise économique qui s'annonce. En conjuguant ses efforts dans un cadre multilatéral, le G-8 contribuera à maintenir l'élan de la réforme économique structurelle à long terme tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

4. À la réunion du Conseil général de l'OMC qui s'est tenue aujourd'hui, nous avons examiné comment mieux intégrer le commerce, le développement et les finances. L'OMC, le FMI et la Banque mondiale collaborent pour que les pays en développement puissent participer pleinement aux négociations commerciales multilatérales afin d'aboutir à un résultat qui favorise l'expansion de leur commerce. Il est indispensable d'améliorer l'accès aux marchés pour les exportations des pays en développement afin de stimuler et de soutenir leur croissance économique et de réduire la pauvreté. Parallèlement, ces pays doivent placer l'intégration du commerce au centre de leurs stratégies de développement et de réduction de la pauvreté. Il faut appuyer ces efforts en fournissant une aide technique et financière plus ciblée et généreuse, en particulier aux pays les plus pauvres, pour les aider à constituer le capital humain, institutionnel et physique nécessaire à l'amélioration des possibilités commerciales et pour intégrer avec succès ces pays dans l'économie mondiale.

FIN